

La liberté à la place de Frontex !

Remarque préliminaire

Les mouvements de protestation incroyables qui ont lieu dans le monde arabe et le renversement des dictateurs en Afrique du Nord a mis à l'ordre du jour les thèmes de la délocalisation et de la sous-traitance du régime des frontières de l'UE. La question d'une accentuation des contrôles migratoires par le biais de l'agence de surveillance des frontières Frontex est largement présente, cette semaine, dans les débats politiques et les médias. Dans ce contexte, il est plus qu'urgent de faire entendre encore plus fort nos revendications: liberté de circulation pour les réfugiés et les migrants et l'arrêt immédiat de la guerre faite aux migrants aux frontières extérieures de l'UE.

Nous souhaitons que cette déclaration soit diffusée le plus rapidement possible et récolte un maximum de soutiens et de signatures. N'hésitez pas à envoyer cet appel sur vos listes de diffusion, Initiatives, organisations, réseaux en demandant à ce que les personnes signent en écrivant à l'adresse suivante fsf@antira.info.

Sur le site de nos trois réseaux, les signatures seront actualisées et des informations sur d'autres actions seront publiées.

[Afrique-Europe-Interact](#)

[Welcome to Europe](#)

[Netzwerk Kritische Migrations- und Grenzregimeforschung](#)

La liberté à la place de Frontex !

Pas de démocratie possible sans une liberté de circulation universelle

La dynamique du printemps arabe rayonne dans le monde entier. Les soulèvements populaires au Maghreb donnent de l'espoir et du courage, et pas seulement parce que des régimes autoritaires, qui semblaient inébranlables il y a encore peu, sont enfin renversés. Même si les évolutions ultérieures de ces mouvements restent ouvertes, une ancienne vérité refait surface de manière spectaculaire et ce, à la suite d'un effet domino de la révolution de jasmin tunisienne : l'Histoire s'écrit par le bas. Les luttes portent sur la pauvreté au quotidien, mais également sur la répression générale, il est donc autant question de meilleures conditions de vie que de dignité. Bref, de « pain et de roses ».

Les événements incroyables qui ont eu lieu sur la place Tahrir au Caire ont montré la volonté de chercher de nouvelles formes d'auto-organisation et de démocratie directe. L'aspiration aux mêmes droits pour tous, à l'autonomie et à prendre part à la richesse économique se reflète aussi dans le nouveau départ d'embarcations vers l'Europe : aujourd'hui, à partir de la Tunisie, depuis des années à partir du nord et de l'ouest de l'Afrique. Exit – se saisir de la liberté de circulation et émigrer à la recherche d'une autre vie, d'une vie meilleure – et Voice – la voix et la lutte sur place – ne sont pas des termes antinomiques. Ils se trouvent bien au contraire, dans une relation de réciprocité dynamique.

C'est ce qu'avaient déjà montré, d'une manière encore plus manifeste, les bouleversements de 1989. Le vote avec les pieds avait catalysé les mouvements de protestation contre le système oppressif du socialisme réel. Si le mur a pu tomber, c'est aussi parce que les personnes ont réussi à imposer leur droit de circuler librement. Les discours actuels des responsables politiques occidentaux ont un arrière-goût de mensonge et de fausseté, ceux-ci nous exposant, dans des scénarios d'invasion, l'immense menace que représentent les mouvements

migratoires venant ou passant par l'Afrique du Nord et l'impératif de mobiliser l'agence européenne de surveillance des frontières, Frontex, contre ces derniers.

Les gouvernements européens ont longtemps courtisé et soutenu les despotes nord-africains et se sont, dans les dernières semaines, montrés réticents, voir hostiles vis-à-vis des mouvements de protestation dans ces pays. Derrière ces retenues évidentes se cachent d'importants intérêts économiques mais également une coopération grandissante pour le contrôle des flux migratoires... Les despotes sont devenus des « partenaires » de plus en plus importants au fur et à mesure qu'ils s'affirmaient comme des chiens de garde efficaces pour un régime des frontières européen délocalisé. Les mouvements migratoires en provenance de l'Afrique devaient être endigués, et ce, quel qu'en soit le prix. La mort et la souffrance de milliers de personnes, non seulement en mer mais aussi dans les déserts et dans les camps de rétention a été et est encore, une conséquence directe de cette complicité scandaleuse. Les migrants subsahariens, actuellement victimes, en Libye, d'une chasse aux sorcières proche du pogrome, étaient, sous le régime de Kadhafi, privés de leurs droits, livrés à l'arbitraire et à des mauvais traitements systématiques. L'Union Européenne a payé des millions et livré les techniques de contrôle les plus modernes au dictateur libyen. Il existe une coopération identique avec les dirigeants marocains, et jusqu'il y a peu, c'était aussi le cas avec le régime tunisien. Dans ce contexte, les révolutions arabes marquent aujourd'hui l'échec potentiel d'un projet brutal d'exclusion, voulu par l'Union Européenne, dans l'espace méditerranéen.

La crainte d'un effondrement des systèmes de contrôles migratoires, propagée intentionnellement par les médias, vient maintenant légitimer le durcissement du régime des frontières européen et la poursuite de sa militarisation, incarnée par Frontex. L'agence européenne de surveillance des frontières complète et renforce les systèmes de contrôles nationaux, ceux-ci s'évertuant depuis des décennies à décourager et à criminaliser les mouvements migratoires. Frontex doit – comme c'est dorénavant le cas au large des côtes ouest-africaines ou à la frontière entre la Grèce et la Turquie – être mobilisée sur les côtes nord-africaines et y amplifier ses activités de contrôle. C'est à l'Italie que revient la conduite de cette opération « Hermes ». Ca dénote d'une certaine conséquence, et c'est franchement inquiétant: les nombreux arrangements entre Berlusconi et Kadhafi ont mené au cours des dernières années, à d'innombrables refoulements illégitimes, en pleine mer Méditerranée, et l'Etat italien s'est clairement affirmé comme un champion des violations de toutes les conventions des droits de l'homme. Et ce n'est pas un hasard si ceux qui sauvent la vie des « boatpeople » sont criminalisés. Les cas du Cap Anamur et des pêcheurs tunisiens, dont les procès sont toujours en cours en Italie, en sont des exemples flagrants.

Les migrants cherchent une protection ou une vie meilleure en Europe. Ils se déplacent pour échapper à une différence de niveau de vie, qui trouve essentiellement son origine dans les relations néocolonialistes de domination et d'exploitation entre l'Europe et l'Afrique. L'Europe défend haut et fort les valeurs universelles de la liberté et de la démocratie, mais il est intéressant de mesurer ces intentions à la réalité de l'accueil réservé à ceux qui revendiquent précisément ces mêmes droits. Frontex, c'est le renforcement d'un régime des frontières meurtrier, en complète contradiction avec l'idée d'un monde de libertés. La mort aux frontières extérieures de l'Europe pourrait déjà appartenir au passé, mais il n'y a aucun signe de volonté politique dans ce sens. Au lieu de cela, les responsables de l'Union Européenne mènent une réelle guerre aux frontières extérieures.

Au sein de l'Union Européenne, privations des droits et expulsions font partie du racisme au quotidien, en ce sens que « l'intégration » est utilisée comme moyen de pression pour assimiler et exploiter dans le secteur des bas salaires. Mais, cette gestion sélective de la migration se heurte à la résistance et à la persévérance défilant toujours un peu plus le système des

inégalités et de l'absence de liberté. Ce n'est pas un hasard si c'est en ces temps mouvementés qu'a éclaté en Grèce, une grève de la faim menée par 300 migrants maghrébins réclamant une régularisation. Les diverses luttes pour un droit de séjour et les grèves de nombreux migrants se répandent dans toute l'Europe depuis que les Sans Papiers – surtout originaires de pays africains – ont commencé, il y a une quinzaine d'année, à sensibiliser l'opinion publique, à Paris, avec la revendication « Des papiers pour tous ! ».

Le nouveau départ de l'Afrique du Nord montre que tout est possible. Finalement il ne s'agit de rien de moins qu'une nouvelle Europe, une nouvelle Afrique et un nouveau Monde arabe. Il est question de nouveaux cadres pour la liberté et l'égalité qu'il s'agit de développer par l'intermédiaire des luttes transnationales : à Tunis, au Caire ou à Benghazi tout comme en Europe ou dans les mouvements migratoires qui traversent les deux continents.